

F. 91 — 2040

**13 MAI 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
instituant un jury de la Communauté française
pour conférer les grades de candidat ingénieur industriel et d'ingénieur industriel**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, notamment l'article 5bis, § 2, inséré par la loi du 18 février 1977 et modifié par la loi du 15 juillet 1985 et le décret du Conseil de la Communauté française du 31 mai 1989;

Vu la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, en date du 13 février 1990;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 décembre 1990;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique et vu les délibérations de l'Exécutif en date du 10 décembre 1990 et du 29 avril 1991,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Siège et composition du jury

Article 1^{er}. Il est créé un jury de la Communauté française chargé de conférer les grades de candidat ingénieur industriel et d'ingénieur industriel.

Le siège du jury est situé dans l'arrondissement de Bruxelles-Capitale. Le jury pourra également organiser des examens en dehors de cet arrondissement, si les nécessités l'exigent.

Art. 2. Le jury est composé :

1^o d'un président et d'un vice-président;

2^o d'un secrétaire et d'un secrétaire adjoint;

3^o de membres.

Art. 3. § 1^{er}. Le président et le vice-président sont choisis parmi les membres de l'Inspection de l'enseignement secondaire supérieur et de l'enseignement supérieur non universitaire ou parmi le personnel directeur des établissements d'enseignement supérieur, en activité de service ou retraité.

§ 2. Les membres sont choisis parmi les membres du personnel enseignant des instituts supérieurs industriels en activité de service ou retraités depuis moins de cinq ans.

Ils sont choisis pour moitié dans le personnel de l'enseignement officiel et pour moitié dans le personnel de l'enseignement libre.

§ 3. Le secrétaire et le secrétaire adjoint sont choisis, de préférence, parmi les membres et sur proposition du président. Lorsqu'ils ne sont pas choisis parmi les membres du jury, le secrétaire et le secrétaire adjoint ont voix consultative.

Art. 4. Les président, vice-président, secrétaire, secrétaire adjoint et membres sont nommés pour une période de deux ans par le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions.

CHAPITRE II. — Fonctionnement du jury

Art. 5. Le président veille à la régularité des examens et préside les délibérations.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, celui-ci est remplacé en premier ordre par le vice-président et en second ordre par le membre présent le plus âgé.

Art. 6. Le secrétaire convoque les candidats, tient les écritures et les procès-verbaux.

En cas d'absence du secrétaire, celui-ci est remplacé par le secrétaire adjoint.

Art. 7. Le jury délibère, à huis clos, sur les résultats des examens et sur toute question soulevée par le président ou par cinq membres au moins.

La présence de la majorité des membres est requise pour délibérer.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 8. Aucun membre du jury ne peut faire subir l'examen, ni prendre part à la délibération, ni contribuer à une quelconque décision, lorsque le candidat est son conjoint, un parent ou un allié jusques et y compris le quatrième degré.

Si le président se trouve dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, il est remplacé en premier ordre par le vice-président et en second ordre par le membre présent le plus âgé.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances sont consignés dans un registre. Ils sont signés par le président, le secrétaire et les membres présents. Les registres des procès-verbaux tiennent lieu de registres des présences.

Les archives sont conservées au siège du jury.

CHAPITRE III. — Organisation des examens

Section 1^{re}. — Session d'examens et conditions d'admission

Art. 10. Il y a annuellement deux sessions d'examens. Le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions fixe les dates et l'ordre détaillé de chaque session.

Art. 11. Toute personne peut se présenter aux examens, sans distinction du lieu où elle a étudié.

Art. 12. Nul n'est admis à la première épreuve du grade de candidat ingénieur industriel s'il ne remplit les conditions requises pour être admis dans l'enseignement supérieur de type long et de plein exercice.

Nul n'est admis à la seconde épreuve du grade de candidat ingénieur industriel s'il ne justifie par certificat qu'il a réussi, depuis une année académique au moins, la première épreuve de ce grade.

Nul n'est admis à la première épreuve de la licence d'ingénieur industriel s'il n'est porteur du diplôme de candidat ingénieur industriel depuis une année académique au moins.

Nul n'est admis à la seconde épreuve de la licence d'ingénieur industriel s'il ne justifie par certificat qu'il a réussi, depuis une année académique au moins, la première épreuve de ce grade.

Les candidats ajournés par un institut supérieur industriel, organisé ou subventionné par la Communauté française, ne peuvent plus se présenter dans la même session devant le jury de la Communauté française.

Les candidats refusés par un institut supérieur ingénieur, organisé ou subventionné par la Communauté française, ne peuvent se représenter qu'après l'expiration d'une année académique devant le jury de la Communauté française.

Art. 13. Nul n'est autorisé à présenter à plus de quatre reprises les examens portant sur une même épreuve.

Section 2. — Inscriptions

Art. 14. Un appel aux candidats est publié chaque année au *Moniteur belge*. Les périodes d'inscription y sont précisées.

Art. 15. Les demandes d'inscription sont adressées par écrit et sous pli recommandé au Directeur général de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Aucune demande d'inscription ne sera reçue en dehors des délais fixés.

Art. 16. Les formulaires d'inscriptions sont fournis sur simple demande adressée à la Direction générale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Art. 17. Le droit d'inscription est fixé à F 4 000 pour chacune des épreuves.

Ces droits ne sont remboursables en aucun cas. Ils ne peuvent être reportés à une session ultérieure. Ils seront acquittés lors de chaque inscription.

Le paiement doit être effectué au Compte du comptable des recettes de l'Administration.

Art. 18. Lors de l'inscription, les candidats fourniront les documents ou renseignements suivants :

- 1° un formulaire d'inscription dûment complété, daté et signé;
- 2° la preuve de paiement du droit d'inscription;
- 3° l'indication du programme d'un institut supérieur, organisé ou subventionné par la Communauté française, sur lequel le candidat désire être interrogé;
- 4° l'indication précise de l'année d'études et des options éventuelles sur lesquelles porteraient l'examen;
- 5° pour le candidat de la première épreuve de candidature, la copie certifiée conforme du ou des titres prévus à l'article 12, alinéa 1^{er} ou, à défaut, un ou des certificats provisoires, étant entendu que la délibération concernant le candidat n'aura lieu que sur présentation du ou des titres dûment homologués par le jury prévu à l'article 6bis des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, ou du certificat officiel d'équivalence du ou des titres obtenus à l'étranger.

Pour le candidat à la deuxième épreuve, la copie certifiée conforme du certificat attestant qu'il a subi avec succès la première épreuve de candidature.

Pour le candidat aux épreuves des années suivantes, la copie certifiée conforme du certificat attestant qu'il a subi avec succès l'épreuve sur les matières de l'année d'études antérieure.

Section 3. — Matière des examens

Art. 19. Les matières d'examen sont celles figurant au programme de l'année académique en cours des instituts supérieurs industriels organisés par la Communauté française, ou des instituts supérieurs officiels subventionnés et libres subventionnés.

Section 4. — Déroulement des examens

Art. 20. Le président ouvre et clôture les sessions, arrête l'ordre des travaux, convoque les membres et prend toutes dispositions utiles au déroulement des épreuves.

Le président peut déléguer son pouvoir de convocation au secrétaire.

Art. 21. Le président détermine les matières donnant lieu à un examen écrit ou à un examen oral.

Art. 22. Les examens écrits se déroulent à huis clos. Les candidats sont surveillés par des membres désignés par le président et ne peuvent avoir aucune communication entre eux, ni avec l'extérieur.

Le travail écrit ne peut porter aucune indication de nature à identifier le candidat.

Le président charge un nombre égal de membres de l'enseignement officiel et de l'enseignement libre de corriger et de noter d'un commun accord les travaux écrits.

Art. 23. Les examens oraux sont publics.

Art. 24. Le jury ajourne ou refuse immédiatement le candidat convaincu de fraude en première session, dans le même cas, il le refuse en deuxième session.

Section 5. — Sanction des examens

Art. 25. Il est dressé procès-verbal du résultat de la délibération. Ce procès-verbal mentionne le mérite du candidat, il atteste que les prescriptions réglementaires quant à la publicité de l'examen et à la durée des études ont été observées.

Il en est donné lecture publiquement.

En cas de contestation relative à une erreur matérielle, le président ou son délégué, saisi dans un délai maximum de quatre jours après la proclamation publique des résultats, réunit un jury restreint composé du président, du secrétaire et de deux membres du jury de délibération, dont l'un appartient à l'enseignement officiel et l'autre à l'enseignement libre.

Ce jury restreint statue sur le cas litigieux, dans un délai de quarante-huit heures.

Art. 26. Les candidats qui n'ont pas répondu de manière satisfaisante sont ajournés ou refusés par le jury en première session et refusés en deuxième session.

Le candidat refusé en première session ne pourra se représenter en deuxième session et ne pourra se réinscrire au jury qu'à l'expiration d'une année académique.

Art. 27. Pour réussir l'examen d'une manière satisfaisante avec distinction, avec grande distinction ou avec la plus grande distinction, le candidat doit obtenir la moitié des points dans chaque branche et, respectivement, les soixante, septante, quatre-vingts et nonante pour cent des points sur l'ensemble des branches faisant partie de l'examen.

Art. 28. En cas de réussite en Belgique ou à l'étranger d'une ou plusieurs années d'études d'enseignement supérieur, des dispenses d'épreuves peuvent être accordées par le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions, après avis de l'Inspection.

Pour autant qu'il ait participé à l'ensemble des épreuves de la première session du jury, celui-ci peut dispenser, pour la session suivante, l'étudiant ajourné de représenter les épreuves réussies avec soixante pour cent des points au moins.

Art. 29. Les diplômes sont rédigés de la manière fixée par le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions.

Ils mentionnent les matières qui ont fait l'objet de l'examen et attestent que les prescriptions réglementaires quant à la durée des études et à la publicité des examens ou des épreuves ont été observées.

Ils sont signés par les membres du jury et attestent que le candidat a subi l'examen d'une manière satisfaisante, avec distinction, avec grande distinction ou avec la plus grande distinction.

Art. 30. Aucun duplicata des diplômes conférés par le jury n'est délivré. Un extrait du registre des délibérations, confirmant qu'un diplôme a été délivré, peut être obtenu sur production du récépissé de versement de 1 000 francs au Compte du comptable des recettes de l'Administration.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 31. Les membres du jury reçoivent une indemnité de vacation fixée comme suit : ..

- pour le président et le vice-président : 225 francs par jour;
- pour le secrétaire et le secrétaire adjoint : 200 francs par jour;
- pour les membres : 165 francs par jour.

Si la journée dépasse six heures, l'heure supplémentaire est rémunérée de la manière suivante :

- pour le président et le vice-président : 45 francs;
- pour le secrétaire et le secrétaire adjoint : 40 francs;
- pour les membres : 30 francs.

Art. 32. Le montant des indemnités dues au président, au vice-président, au secrétaire, au secrétaire adjoint et aux membres du chef des frais de route et de séjour est respectivement calculé conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1985 portant réglementation générale en matière de frais de parcours et à l'arrêté royal du 24 décembre 1984 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères, étant entendu que leur « résidence administrative » reste le lieu où ils occupent l'emploi requis par l'article 3 du présent arrêté et qu'ils sont réputés classés dans le rang 14.

Art. 33. Le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions prend toute autre mesure réglementaire que la tenue des sessions et le fonctionnement du jury peuvent nécessiter.

Art. 34. L'arrêté royal du 18 octobre 1977 instituant un jury d'Etat pour conférer les grades de candidat ingénieur industriel et d'ingénieur industriel est abrogé.

Art. 35. Le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 36. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1991.

Bruxelles, le 13 mai 1991.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,
Y. YLIEFF

VERTALING

N. 91 — 2040

13 MEI 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van het diploma van de graden van kandidaat-industrieel ingenieur en van industrieel ingenieur

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, inzonderheid op artikel 5bis, § 2, ingevoegd bij de wet van 18 februari 1977 en gewijzigd bij de wet van 15 juli 1985 en het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap d.d. 31 mei 1989;

Gelet op de wet van 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs en inzonderheid van het technisch hoger en het agrarisch hoger onderwijs van het lange type, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, d.d. 13 februari 1990;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting gegeven op 17 december 1990;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek en gelet op de beraadslaging van de Executieve d.d. 10 december 1990 en 29 april 1991,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Zetel en samenstelling van de examencommissie

Artikel 1. Er wordt een examencommissie van de Franse Gemeenschap opgericht, belast met het toekennen van de graden van kandidaat-industrieel ingenieur en van industrieel ingenieur.

De commissie heeft haar zetel in het arrondissement Brussel-Hoofdstad. Ze kan ook examens organiseren buiten dat arrondissement, in geval van noodzaak.

Art. 2. De examencommissie bestaat uit :

- 1° een voorzitter en een ondervoorzitter;
- 2° een secretaris en een adjunct-secretaris;
- 3° leden.

Art. 3. § 1. De voorzitter en de ondervoorzitter worden gekozen uit de leden van de Inspectie van het hoger secundair onderwijs en van het hoger niet-universitair onderwijs of onder het bestuurspersoneel van de inrichtingen voor hoger onderwijs, in actieve dienst of op rust gesteld.

§ 2. De leden worden gekozen uit het onderwijzend personeel van de hoger industriële instituten, in actieve dienst of sinds minder dan vijf jaar op rust gesteld.

Ze worden voor de helft gekozen uit het personeel van het officieel onderwijs en voor de helft uit het personeel van het vrij onderwijs.

§ 3. De secretaris en de adjunct-secretaris worden bij voorkeur onder de leden gekozen, op voorstel van de voorzitter. Wanneer ze niet onder de leden van de examencommissie gekozen worden, hebben zij raadgevende stem.

Art. 4. De voorzitter, ondervoorzitter, secretaris, adjunct-secretaris en leden worden voor een termijn van twee jaar gekozen door de Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort.

HOOFDSTUK II. — *Werking van de examencommissie*

Art. 5. De voorzitter zorgt voor de regelmatigheid van de examens en zit de beraadslagingen voor.

Indien de voorzitter afwezig of verhinderd is, wordt hij vervangen in eerste orde door de ondervoorzitter en in tweede orde door het oudste aanwezige lid.

Art. 6. De secretaris roept de examinandi op, houdt de geschriften en de notulen bij. Indien hij afwezig is, wordt hij door de adjunct-secretaris vervangen.

Art. 7. De commissie beraadslaagt met gesloten deuren, over de uitslag van de examens en over elk probleem dat opgeworpen wordt door de voorzitter of door ten minste 5 leden.

Omdat ze geldig zou kunnen beslissen, moet de meerderheid van de leden aanwezig zijn.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 8. Geen enkel lid van de examencommissie mag examen afnemen of deelnemen aan de beraadslaging of bijdragen tot enige beslissing betreffende een examinandus van wie hij echtgenoot, bloed- of aanverwant is tot en met de 4e graad.

Indien de voorzitter zich in dat geval bevindt, wordt hij in eerste orde door de ondervoorzitter en in tweede orde door de oudste lid vervangen.

Art. 9. De notulen van de zittingen worden in een register ingeschreven. Ze worden ondertekend door de voorzitter, de secretaris en de aanwezige leden. De notulenregisters gelden tevens als aanwezigheidsregisters. Het archief wordt ten zetel van de examencommissie bewaard.

HOOFDSTUK III. — *Inrichting van de examens*

Afdeling 1. — Examenzittijd en toelatingsvoorwaarden

Art. 10. Er zijn jaarlijks twee examenzittijden. De Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, bepaalt de data en de gedetailleerde volgorde voor elke zittijd.

Art. 11. Eenieder mag zich voor het examen aanmelden, ongeacht de plaats waar hij gestudeerd heeft.

Art. 12. Niemand wordt tot het eerste examen voor de graad van kandidaat-industrieel ingenieur toegelaten als hij de voorwaarden niet vervult om toegang te hebben tot het hoger onderwijs, van het lange type met volledig leerplan.

Niemand wordt tot het tweede examen van de graad van kandidaat-industrieel ingenieur toegelaten indien hij geen getuigschrift kan voorleggen waaruit blijkt dat hij sinds ten minste één academisch jaar geslaagd is voor het eerste examen voor deze graad.

Niemand wordt tot het eerste examen van het licentiaat van industrieel ingenieur toegelaten, indien hij geen houder is van een diploma van kandidaat-industrieel ingenieur sinds ten minste één academisch jaar.

Niemand wordt tot het tweede examen van het licentiaat industrieel ingenieur toegelaten, als hij geen getuigschrift kan voorleggen waaruit blijkt dat hij sinds ten minste één academisch jaar geslaagd is voor het eerste examen van deze graad.

De door een door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd hoger industrieel instituut verdaagde examinandi kunnen zich niet meer in dezelfde zittijd voor een examencommissie van de Franse Gemeenschap aanmelden.

De door een door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd hoge instituut voor ingenieurs geweigerde examinandi kunnen zich pas na één academisch jaar voor de examencommissie van de Franse Gemeenschap aanmelden.

Art. 13. Niemand mag zich meer dan viermaal aanmelden voor hetzelfde examen.

Afdeling 2. — Inschrijvingen

Art. 14. Jaarlijks wordt een oproep tot de kandidaten en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt met vermelding van de inschrijvingstermijnen.

Art. 15. De inschrijvingsaanvragen worden schriftelijk en als aangetekende brief gezonden aan de Directeur-generaal van het Hoger Onderwijs en het Wetenschappelijk Onderzoek.

Buiten de gestelde termijn wordt geen enkele inschrijvingsaanvraag aanvaard.

Art. 16. De inschrijvingsformulieren worden bezorgd op eenvoudige aanvraag, gericht aan de Algemene Directie van het Hoger Onderwijs en het Wetenschappelijk Onderzoek.

Art. 17. Het inschrijvingsrecht is vastgesteld op F 4000 voor elk examen. Het wordt in geen geval terugbetaald. Het kan niet overgedragen worden naar een volgende zittijd. Het wordt bij elke inschrijving betaald op de rekening van de rekenplichtige van de ontvangsten van het Bestuur.

Art. 18. Bij de inschrijving moeten de examinandi de volgende stukken voorleggen of de volgende gegevens vermelden :

- 1° een behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend inschrijvingsformulier;
- 2° het bewijs van betaling van het inschrijvingsgeld;
- 3° het programma van een hoger instituut, die door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd wordt en waarover de examinandus wenst ondervraagd te worden;
- 4° de juiste vermelding van het studiejaar en een eventuele keuzevakken waarover het examen zou worden afgelegd;
- 5° voor de examinandus van de eerste proef van de kandidatuur, het eensluitend verklaard afschrift van het of van de bij artikel 12, lid 1 vermeld(e) bewijs(zen) of bij ontstentenis ervan één of meer voorlopige attesten, met dien verstande dat de beraadslaging betreffende de examinandus pas zal plaatsvinden na voorlegging van de bekwaamheidsbewijzen, behoorlijk gehomologeerd door de commissie bedoeld bij artikel 6bis van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens gecoördineerd bij besluit van de Regent van 31 december 1949, of van het officieel attest van gelijkwaardigheid van de in het buitenland behaalde bekwaamheidsbewijzen.

Voor de examinandus van de tweede proef, het eensluitend verklaarde afschrift van het getuigschrift waaruit blijkt dat hij voor het eerste examen van kandidaat geslaagd is.

Voor de examinandus voor de proeven van de volgende jaren, het eensluitend verklaarde afschrift van het getuigschrift waaruit blijkt dat hij geslaagd is voor de proef over de leerstof van het vorige studiejaar.

Afdeling 3. — Examenstof

Art. 19. De stof van het examen is de leerstof van het programma van het lopende academisch jaar van de hoger industriële instellingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap of van de officiële en vrij gesubsidieerde instellingen.

Afdeling 4. — Verloop van de examens

Art. 20. De voorzitter opent en sluit de zitting, bepaalt de regeling van de werkzaamheden, roept de leden bijeen en treft alle maatregelen voor het verloop van de examens.

De voorzitter kan de leden laten bijeenroepen door de secretaris.

Art. 21. De voorzitter bepaalt de vakken waarover het examen schriftelijk of mondeling wordt afgenomen.

Art. 22. De schriftelijke examens hebben plaats met gesloten deuren. De examinandi staan onder toezicht van de leden die door de voorzitter daartoe aangewezen werden en mogen niet in communicatie treden met andere examinandi, noch met personen buiten de examenzaal. Het schriftelijk werk mag geen enkele aanwijzing bevatten waardoor de examinandus kan geïdentificeerd worden.

Het nazien en beoordelen van de schriftelijke werken wordt door de voorzitter opgedragen aan een gelijk aantal leden van het officieel en van het vrij onderwijs.

Art. 23. Het mondelinge examen wordt in het openbaar afgenomen.

Art. 24. Bij vastgesteld bedrog wordt de examinandus onmiddellijk verdaagd of afgewezen tijdens de eerste zitting, afgewezen tijdens de tweede zitting.

Afdeling 5. — Bekrachtiging van de examens

Art. 25. Er wordt een proces-verbaal van de uitslag van de beraadslaging opgemaakt, met vermelding van de graad van verdienste van de examinandus. Het bevestigt dat de reglements bepalingen betreffende de openbaarheid van het examen en de studieduur nageleefd werden. Het wordt in het openbaar voorgelezen.

In geval van betwisting betreffende een materiële vergissing moet de voorzitter of zijn gemachtigde daarvan ten hoogste vier dagen na de openbare proclamatie van de examenuitslagen in kennis gesteld worden. Het roept dan een beperkte commissie bijeen, bestaande uit de voorzitter, de secretaris en 2 leden van de commissie die beraadslaagd heeft, met name één lid uit het officieel onderwijs en één lid uit het vrij onderwijs.

Die beperkte commissie spreekt zich binnen 48 uur uit over de betwisting.

Art. 26. Examinandi die niet op volgende wijze geantwoord hebben, worden door de examencommissie verdaagd of afgewezen tijdens de eerste zitting, afgewezen tijdens de tweede.

De bij de eerste zitting geweigerde examinandus mag zich niet voor de tweede zitting aanmelden en kan zich eerst na afloop van een academisch jaar weer inschrijven voor de examencommissie.

Art. 27. Om het examen op voldoende wijze, met onderscheiding, met grote onderscheiding, met de grootste onderscheiding af te leggen moet de examinandus voor elk vak de helft van de punten behalen, en 60, 70, 80 of 90 % van de punten voor de gezamenlijke examenvakken.

Art. 28. Aan de examinandus die in België of in het buitenland geslaagd is voor één of meer jaren hoger onderwijs, kan de Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, vrijstelling verlenen van examengedeelten, na advies van de inspectie.

Voor zover de examinandus deelgenomen heeft aan de gezamenlijke proeven van de eerste zitting van de examencommissie, mag laatstgenoemde de verdaagde student vrijstellen voor de proeven waarvoor hij reeds met minstens 60 % van de punten geslaagd is.

Art. 29. De diploma's worden gesteld op de wijze bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort.

Ze vermelden de vakken van het examen of examengedeelte en bevestigen dat de reglementsvoorschriften betreffende de duur van de studie en de openbaarheid van de examens of examengedeelten nageleefd werden.

Ze worden ondertekend door de leden van de examencommissie en vermelden dat het examen afgelegd werd op voldoende wijze, met onderscheiding, grote onderscheiding of de grootste onderscheiding.

Art. 30. Er wordt geen dubbel van de door de commissie toegekende diploma's uitgereikt. Een uittreksel uit het register van de beraadslagingen, waaruit blijkt dat een diploma uitgereikt werd, kan bekomen worden op voorlegging van het ontvangstbewijs van de storting van FB 1000 op de rekening van de rekenplichtige van de ontvangsten van het Bestuur.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 31. De leden van de examencommissie ontvangen als vacantielgeld :

- 225 frank per dag voor de voorzitter en de ondervoorzitter;
- 200 frank per dag voor de secretaris en de adjunct-secretaris;
- 165 frank per dag voor de leden.

Als de dag meer dan zes uur duurt, wordt elk bijkomend uur als volgt bezoldigd :

- 45 frank per dag voor de voorzitter en de ondervoorzitter;
- 40 frank per dag voor de secretaris en de adjunct-secretaris;
- 30 frank per dag voor de leden.

Art. 32. Het bedrag van de vergoedingen verschuldigd aan de voorzitter, de ondervoorzitter, de secretaris, de adjunct-secretaris en de leden voor reis- en verblijfkosten wordt respectievelijk berekend overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten en het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen voor verblijfkosten voor het personeel van de ministeries, met dien verstande dat hun administratieve verblijfplaats de plaats blijft waar zij de betrekking bekleden, vereist bij artikel 3 van dit besluit, en dat zij geacht worden ingedeeld te zijn in rang 14.

Art. 33. De Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, neemt alle andere reglementaire maatregelen die het houden van de zittingen en de werking van de commissie kunnen vereisen.

Art. 34. Het koninklijk besluit van 18 oktober 1977 tot instelling van een examencommissie van de Staat voor de toekenning van de graden van kandidaat-industrieel ingenieur en van industrieel ingenieur wordt opgeheven.

Art. 35. De Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 36. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 1991.

Brussel, 13 mei 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Y. YLIEFF

F. 91 — 2041

**10 JUILLET 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
portant création d'un Conseil de la Politique scientifique**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu l'article 59bis de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988;

Vu la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 mai 1991;

Vu l'avis du Ministre, chargé du Budget, donné le 14 mai 1991;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, rendu le 7 juin 1991;

Vu la délibération de l'Exécutif, en date du 25 juin 1991;

Sur la proposition du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est créé un « Conseil de la Politique scientifique de la Communauté française », en abrégé : C.P.S. (C.F.), chargé de donner, d'initiative ou à la demande de l'Exécutif, des avis notamment :

- 1^o sur le développement et l'amélioration de la recherche scientifique;
- 2^o sur l'enseignement dispensé par les institutions universitaires;
- 3^o sur les objectifs et les programmes de politique scientifique;
- 4^o sur les collaborations, aux niveaux national et international, en matière de politique scientifique;
- 5^o sur les budgets relatifs à ces matières;
- 6^o sur la concertation permanente en ces matières avec les comités et les conseils consultatifs relevant d'autres pouvoirs.

Art. 2. Le Conseil de la Politique scientifique de la Communauté française est composé comme suit :

- 1^o un président;
- 2^o les recteurs de l'Université libre de Bruxelles, de l'Université de Liège et de l'Université Catholique de Louvain;
- 3^o trois chercheurs représentant chacune de ces universités;
- 4^o un recteur représentant alternativement l'Université de Mons-Hainaut, la Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux et la Faculté polytechnique de Mons;
- 5^o un chercheur représentant alternativement les institutions visées au 4^o et appartenant à l'une des institutions qui n'est pas représentée par son recteur;
- 6^o un recteur représentant alternativement les Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur, les Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles et la Faculté universitaire catholique de Mons;
- 7^o un chercheur représentant alternativement les institutions visées au 6^o et appartenant à l'une des institutions qui n'est pas représentée par son recteur;
- 8^o quatre représentants des milieux économiques;
- 9^o quatre représentants des milieux sociaux.